



PRINCIPES COMPTABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe Risma à compter du 1er janvier 2007 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2006.

En vue de la publication de ses états financiers comparatifs pour l'exercice 2007, Risma a préparé des informations financières 2006 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information préliminaire l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- le bilan à la date de transition, soit le 1er janvier 2006, date à laquelle les impacts définitifs de la transition ont été enregistrés en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2007 ;
- le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2006.

Ces informations financières 2006 sur l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2006 les normes et interprétations IFRS que Risma a appliqué pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2007. La base de préparation de ces informations financières 2006 décrite ci-dessous résulte en conséquence :

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2007 telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- des options retenues et des exemptions utilisées par Risma.

Ces informations ont fait l'objet d'un examen par le Directoire, et de diligences d'audit par les commissaires aux comptes.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des titres de participation non consolidés et de certains actifs financiers.

Le Directoire a arrêté ces états financiers le 10 mars 2008 et le Conseil de Surveillance les a examinés et a autorisé leur publication le 20 mars 2008.

EFFETS DE LA PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS

Cette note détaille, d'une part les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2006, et d'autre part les divergences avec les principes comptables de consolidation ultérieurement adoptés par Risma et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et sur les résultats des exercices 2006 et 2007.

A. CONTEXTE DE LA PUBLICATION

Les comptes consolidés de Risma ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) applicables à partir du 1er janvier 2007. Les premiers comptes publiés sont ceux de l'exercice 2007 et comportent une comparaison avec l'exercice 2006. La date de transition aux IAS/IFRS est le 1er janvier 2006.

En vue de la publication de ses états financiers comparatifs pour l'exercice 2007, Risma a préparé des informations financières 2006 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information préliminaire l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- le bilan à la date de transition, soit le 1er janvier 2006, date à laquelle les impacts définitifs de la transition seront enregistrés ;
- en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2007 ;
- le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2006 ;
- le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2007.

Ces informations financières 2006 sur l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2006 les normes et interprétations IFRS que Risma a appliqué pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2007. La base de préparation de ces informations financières 2006 décrite ci-dessous résulte en conséquence :

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2007 telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- des options retenues et des exemptions utilisées qui sont celles que Risma a retenu pour l'établissement de ses premiers comptes consolidés IFRS en 2007.



ACCOR

Ces informations ont fait l'objet d'un examen et de l'approbation du Directoire, et de diligences d'audit par les commissaires aux comptes.

B. ORGANISATION DU PROJET DE CONVERSION

Risma a anticipé l'application des normes IFRS par la mise en place d'un système d'information comprenant :

- une base de données gérant l'ensemble des entités de Risma ;
- un plan de comptes normé (nature et destination) et unifié ;

Un diagnostic réalisé par la Direction Financière de Risma, a tout d'abord permis :

- de mettre en évidence les principales divergences entre les normes IFRS et la pratique actuelle ;
- de procéder à l'analyse des options comptables ;
- d'apprécier les implications organisationnelles, fonctionnelles et informatiques liées à la mise en place de ces nouvelles normes.

Ce diagnostic a permis à Risma de procéder au déploiement de ce nouveau référentiel par :

- la formation des équipes financières aux nouvelles normes,
- l'adaptation des systèmes d'information comptables et financiers.

C. PRESENTATION DES NORMES ET OPTIONS APPLIQUEES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES PREMIERES INFORMATIONS CHIFFREES IFRS

C.1. présentation des normes appliquées

Les comptes IFRS 2006 sont établis conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, « Première application des IFRS » suivant les normes IFRS/IAS, applicables au 1er janvier 2007, telles qu'elles sont publiées au 31 décembre 2006.

Risma a également décidé d'appliquer par anticipation au 1er janvier 2006, les normes IAS 32 et IAS 39 révisées relatives aux instruments financiers.

Par ailleurs, la norme IAS 14 relative aux informations sectorielles à fournir n'est pas applicable à Risma, car cette dernière opère dans un même secteur géographique et dans un seul secteur d'activité.

C.2. description des options comptables liées à la première application des IFRS

Pour préparer son bilan d'ouverture au 1er janvier 2006, le Groupe a suivi les principes de première application des IFRS définis par la norme IFRS 1.

Les normes IFRS sont d'application générale rétrospective. La norme IFRS 1 a toutefois prévu quelques exceptions à ce caractère rétrospectif :

- Des exceptions obligatoires telles que l'interdiction

de revoir les estimations effectuées sous l'ancien référentiel, de décomptabiliser rétrospectivement les actifs et des passifs financiers ou encore d'appliquer prospectivement la comptabilité de couverture ;

Des exemptions facultatives que Risma a choisies :

- * De ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition conformément à la norme IFRS 3, « Regroupements d'entreprise » ;
- * De ne pas réévaluer ses immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur ;
- * De ne pas appliquer la norme IFRS 2 « paiements sur la base d'actions » rétrospectivement aux instruments de capitaux propres octroyés avant le 7 novembre 2002.

D. DESCRIPTION DES AJUSTEMENTS IFRS

D.1. IFRS 3 Regroupements d'entreprises

Principes comptables historiques : Risma amortissait ses écarts d'acquisition sur 40 ans.

Normes IFRS : les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais soumis à des tests de dépréciation annuelle. La provision constatée au compte de résultat devient irréversible.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IFRS 3 sont les suivants :

En KMAD	IFRS 3
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	0
Impact résultat net au 31 décembre 2006	+ 1 039

D.2. IAS 38 Immobilisations incorporelles

Selon les principes comptables historiques, Risma comptabilisait certaines dépenses en charges à répartir : frais de 1er établissement, frais d'augmentation de capital, frais de pré-ouverture...etc.

Normes IFRS : les charges à répartir sont à constater en charges de l'exercice si elles ne sont pas constitutives d'actifs immobilisables. Risma a donc été amenée à reclasser principalement en immobilisations incorporelles et corporelles ou à retraiter en capitaux propres ou en compte de résultat l'ensemble des frais suivants :

- les frais de premier établissement ;
- les frais d'augmentation de capital ;
- les frais d'acquisition d'immobilisations ;
- les frais de pré-ouverture.

Il est précisé que ces frais étaient, jusqu'à ce jour, capitalisés et amortis sur une durée de trois à cinq ans. Ces frais seront dorénavant constatés en charges de l'exercice.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 38 sont les suivants :



En KMAD	IAS 38
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(7 018)
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	(7 976)

D.3. IAS 16 Immobilisations corporelles

Principes comptables historiques : Risma comptabilisait ses actifs à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Ces actifs sont amortis sur leur durée d'utilité.

Normes IFRS : Risma a décidé de ne pas appliquer les options proposées par les normes IFRS 1, « Première adoption des normes internationales d'information financière », et IAS 16 consistant à réévaluer les immobilisations à la date de transition ou à chaque clôture d'exercice. Risma a par conséquent opté pour la comptabilisation de ses immobilisations corporelles à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Par ailleurs, Risma prévoyant d'utiliser ses hôtels sur toute leur durée de vie, il n'a été retenu aucune valeur résiduelle.

Risma a également adopté l'approche par composante sur les constructions et les autres immobilisations, en s'inspirant des standards adoptés par les chaînes hôtelières internationales. Les tests effectués sur les composantes identifiées montrent une répartition satisfaisant : les différentes composantes de constructions, d'aménagement, de matériel et outillage identifiées correspondent aux standards internationaux et les durées d'amortissement sont adaptées à la nature des composantes.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 16 sont les suivants :

En KMAD	IAS 16
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(17 483)
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	(9 500)

D.4. IAS 17 Contrats de location

Principes comptables historiques : Les charges de loyers répondant aux critères de la norme IAS 17 en matière de qualification de « contrats de location simple » étaient linéarisés.

Normes IFRS : Risma a effectué une revue de l'ensemble de ses contrats de location simple à fin décembre 2005 et la conclusion de chaque contrat. Aujourd'hui il existe 5 contrats qualifiés de contrats de location simple (Sofitel Palais Jamai, Sofitel Agadir, Mercure Ouarzazate, Coralia Palmariva et Coralia Kasbah) et un contrat de

location financement (extension Sofitel Agadir) recapitalisé dans les comptes historiques.

Par ailleurs, l'adoption des normes IFRS a amené Risma à abandonner la linéarisation des loyers avec indexation économique au profit d'une méthode de linéarisation sans aucune indexation. Ce changement nous conduit ainsi à reconnaître une charge constante sur l'ensemble de la période de location. L'impact, calculé rétrospectivement depuis la date initiale de signature des contrats de location, a été constaté en capitaux propres dans le bilan d'ouverture et le sera en résultat sur les exercices suivants.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 17 sont les suivants :

En KMAD	IAS 17 Linéarisation des loyers	IAS 17 Reconsolidation des contrats de location
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(3 883)	0
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	(9 235)	0

D.5. IAS 36 Dépréciation d'actifs

Principes comptables historiques : Risma ne réalisait pas de tests sur la valorisation de ses actifs pour s'assurer que leur valeur nette comptable n'est pas supérieure à leur valeur d'utilité ou leur valeur de marché.

Normes IFRS : l'adoption de la norme IAS 36 conduit Risma à adopter les tests la valorisation de ses actifs pour s'assurer que leur valeur nette comptable n'est pas supérieure à leur valeur d'utilité ou leur valeur de marché. Les tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (UGT) sont désormais effectués par hôtel.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 36 sont les suivants :

En KMAD	IAS 36
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	0
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	(14 664)

D.6. IAS 12 Impôt sur le résultat

Principes comptables historiques : Risma comptabilisait un impôt différé pour les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales.

Normes IFRS : la mise en application de la norme IAS 12 a amené Risma à constater des impôts différés sur ses retraitements propres aux normes IAS / IFRS.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 12 sont les suivants :

En KMAD	IAS 12
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(4 771)
Impact résultat net au 31 décembre 2006	17 495

D.7. IAS 19 Avantages au personnel

Principes comptables historiques: Risma ne comptabilisait pas de provisions au titre des avantages au personnel (indemnité de départ à la retraite).

Normes IFRS : la mise en application de la norme IAS 19 a amené Risma à évaluer et à comptabiliser les engagements en matière d'avantages au personnel. Les engagements sont ainsi calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que, augmentation des salaires, âge de départ en retraite, mortalité, rotation et taux d'actualisation.

Cette obligation est constatée au bilan dans la rubrique provisions pour risques et charges

Les impacts sur les comptes liés à l'application de la norme IAS 19 sont les suivants :

En KMAD	IAS 19
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(822)
Impact résultat net au 31 décembre 2006	(148)

D.8. IAS 32/39 instruments financiers

Principes comptables historiques : les instruments financiers étaient comptabilisés à leur valeur nominale et présentés en dette au bilan à l'exception des instruments dérivés. En ce sens, le traitement des obligations convertibles ne différait pas des obligations standard qui font l'objet d'une inscription en dette pour leur intégralité.

Normes IFRS : les passifs financiers, sont comptabilisés au coût amorti. Les dispositions de la norme IAS 32-39 conduisent à considérer les obligations convertibles comme des instruments composés (« Compound Instruments ») que Risma a dissocié au bilan en :

- une composante obligataire enregistrée en dette au coût amorti ;
- une composante action enregistrée en capitaux propres (assimilables à une vente d'option d'achat).

Les impacts sur les comptes liés à l'application de ces nouveaux principes sont les suivants :

En KMAD	IAS 32/39
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	(5 575)
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	5 575

D.9. IAS 23 Coût d'emprunt

Principes comptables historiques : les intérêts financiers intercalaires étaient capitalisés que sur le Sofitel Marrakech car le financement était clairement identifié. Ils ne l'étaient pas sur les autres établissements car le financement transitait par les comptes courants entre filiales et sociétés mères.

Normes IFRS : Les dispositions de la norme IAS 23 ont conduit Risma à capitaliser les intérêts financiers intercalaires sur tous les établissements et de manière rétrospective.

Les impacts sur les comptes liés à l'application de ces nouveaux principes sont les suivants :

En KMAD	IAS 23
Impact capitaux propres au 1er janvier 2006	8 546
Impact résultat avant impôt et éléments non récurrents au 31 décembre 2006	1 194

D.10. IAS 27/28/31 Consolidation

Principes comptables historiques : les entités SDHC, Bouznika Marina et Narjis étaient exclues du périmètre de consolidation de Risma car sans activité.

Normes IFRS : Les dispositions des normes IAS 27/28.31 ont conduit Risma à intégrer ces sociétés dans son périmètre de consolidation :

- SDHC en intégration globale, Bouznika Marina en intégration proportionnelle,
- Narjis en mise en équivalence.

D.11. IAS 24 Parties liées

Principes comptables historiques : Risma fournissait auparavant toutes les informations financières relatives aux transactions faites avec les sociétés contrôlées pas elle-même ou qui la contrôlaient par des liens capitalistiques (conventions règlementées).

Normes IFRS : Les dispositions des normes IAS 27/28.31 ont conduit Risma à recenser toutes les parties liées mêmes celles où n'existe pas de lien capitalistique et à mentionner les informations y afférentes.

COMPTES CONSOLIDES IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2007 (EN MILLIERS DE DIRHAMS)

BILANS CONSOLIDÉS		
ACTIF IFRS	Déc	Déc
En MAD milliers	2 006	2 007
ECART D'ACQUISITION	36 127	267 907
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	387	490
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 310 478	2 076 172
Prêts Long terme	-	-
Titres mis en équivalence	76 848	172 777
Autres immobilisations financières	2 439	3 669
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	79 287	176 446
Actifs d'impôts différés	24 775	14 785
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 451 054	2 535 801
Stocks	19 878	24 444
Clients	64 328	92 780
Autres tiers	85 544	197 878
Trésorerie et équivalence de trésorerie	188 188	224 661
TOTAL ACTIF COURANT	357 937	539 762
TOTAL ACTIF	1 808 992	3 075 564

BILANS CONSOLIDÉS		
PASSIF IFRS	Déc	Déc
En MAD milliers	2 006	2 007
Capital	623 201	623 201
Primes	303 378	303 378
Réserves	(87 615)	(45 069)
Résultat de l'exercice	42 599	48 155
CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	881 563	929 665
Intérêts minoritaires	84 197	100 490
CAPITAUX PROPRES	965 760	1 030 155
Autres dettes à long terme	259 151	1 298 955
Passifs d'impôts différés	5 327	8 278
Provisions pour risques et charges à caractère non courant	970	2 691
TOTAL PASSIF NON COURANT	265 449	1 309 924
Fournisseurs	188 164	257 425
Autres tiers et impôt société	72 788	196 488
Provisions pour risques et charges à caractère courant	7 205	6 758
Dettes financières à court terme (y.c location finance-ment)	120 088	28 222
Banques	189 539	246 591
TOTAL PASSIF COURANT	577 784	735 485
TOTAL PASSIF	1 808 992	3 075 564

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDÉS		
	Déc	Déc
En MAD milliers	2 006	2 007
Chiffres d'affaires	750 390	937 721
Charges d'exploitation	(544 831)	(667 801)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	205 559	269 920
Loyers	(62 941)	(57 966)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	142 619	211 954
Amortissements et provisions	(87 453)	(88 269)
RESULTAT D'EXPLOITATION	55 166	123 685
Résultat financier	(21 879)	(39 819)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(405)	(2 411)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	32 882	81 455
Dépréciation d'actifs	(14 664)	-
RESULTAT AVANT IMPOT	18 218	81 455
Impôts	23 907	(27 206)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	42 125	54 249
Intérêts minoritaires	474	(6 094)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	42 599	48 155
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	6 232 012	6 232 012
(RESULTAT NET PAR ACTION (en MAD	6,84	7,73
(Résultat net dilué par action (en MAD	6,84	7,73

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE		
	Déc	Déc
En MAD milliers		
+ Excédent Brut d'Exploitation	142 619	211 954
+ Résultat financier	(21 879)	(39 819)
+ Impôts sur les sociétés	(5 898)	(13 975)
+ Charges et produits non décaissés dans l'EBE	(3 555)	2 353
+ Annulation des provisions financières et provisions pour impôts	(19)	(1)
- Dividendes perçus par les sociétés mises en équivalence	1 875	2 500
= MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ELEMENTS NON RECURRENTS	113 141	163 011
+ Diminution (Augmentation) du BFR	(22 592)	42 241
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES [A]	90 549	205 252
- Décaissements liés à des investissements sur actifs existants	(39 728)	(61 265)
- Décaissements liés à des investissements de développement	(234 026)	(1 112 739)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	70	235
= FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS / DESINVESTISSEMENTS [B]	(273 684)	(1 173 769)
+ Augmentation de capital	539 620	-
- Remboursement de la dette long terme	(211 052)	(38 641)
+ Nouveaux emprunts long terme	-	1 078 445
= AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA DETTE LONG TERME	(211 052)	1 039 804
+ Variation des dettes financières court terme	120 088	(91 866)
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT [C]	448 656	947 938
= VARIATION DE TRÉSORERIE [E]=[A]+[B]+[C]+[D]	265 522	(20 578)
- Trésorerie ouverture	(266 873)	(1 351)
- Retraitements IAS sur trésorerie		
- Retraitements de juste valeur sur trésorerie		
+ Trésorerie clôture	(1 351)	(21 929)
= VARIATION DE TRÉSORERIE	265 522	(20 578)

RATIOS DE GESTION		
	Déc	Déc
	2 006	2 007
Gearing	39%	131%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette retraitée	30%	12%
Retour sur capitaux employés	8,5%	8,5%
Création de valeur économique	230	(82)

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES							
En MAD milliers	Nombre d'action	Capital	Primes	Réserves et résultats	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
1er JANVIER 2006	6 690 770	669 077	49 823	(186 375)	532 525	54 999	587 524
Augmentation de capital	1 341 242	134 124	253 555	122 269	509 948	29 672	539 620
Conversion ORA	(1 800 000)	(180 000)	-	(21 506)	(201 506)	-	(201 506)
Résultat de l'exercice	-	-	-	42 599	42 599	(474)	42 125
Changement de mode de consolidation et autres variations	-	-	-	(2 003)	(2 003)	-	(2 003)
31 DECEMBRE 2006	6 232 012	623 201	303 378	(45 016)	881 563	84 197	965 760
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	10 200	10 200
Résultat de l'exercice	-	-	-	48 155	48 155	6 094	54 249
Changement de mode de consolidation et autres variations	-	-	-	(53)	(53)	-	(53)
31 DECEMBRE 2007	6 232 012	623 201	303 378	3 085	929 665	100 490	1 030 155

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AU 31 DÉCEMBRE 2007

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES		
En MAD milliers	Exercice 2006	Exercice 2007
Haut et milieu de gamme	608 434	746 458
Economique	141 059	190 765
Support	896	498
TOTAL	750 390	937 721

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2007 s'établit à 937.721 KMAD contre 750.390 KMAD au 31 décembre 2006, soit une augmentation de 187.332 KMAD (24,9%).

Cette augmentation s'analyse comme suit (en KMAD) :

Activité (à périmètre et change constants)	5,4%	40 649
Développement	19,5%	146 683
Evolution du chiffre d'affaires	24,9%	187 332

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		
En MAD milliers	Exercice 2006	Exercice 2007
Haut et milieu de gamme	192 628	229 390
Economique	44 502	61 053
Support	(31 571)	(20 523)
TOTAL	205 559	269 920

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit au 31 décembre 2007 à 269.920 KMAD contre 205.559 KMAD au 31 décembre 2006, soit une augmentation de 64.361 KMAD (31,4%).

Cette augmentation s'analyse comme suit (en KMAD) :

Activité (à périmètre et change constants)	10,7%	21 937
Développement	20,6%	42 423
Evolution du RBE	31,4%	64 361

IMMOBILISATIONS CORPORELLES		Exercice 2006	Exercice 2007
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
En MAD milliers			
Terrains		239 667	595 377
Constructions		491 633	911 495
Agencements		452 811	575 216
Matériels et mobilier		263 317	487 178
Immobilisations en cours		338 927	241 309
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (VALEUR BRUTE)		1 786 355	2 810 574
En MAD milliers		Exercice 2006	Exercice 2007
Terrains		-	-
Constructions		(109 835)	(191 756)
Agencements		(217 346)	(331 245)
Matériels et mobilier		(148 696)	(211 401)
Immobilisations en cours		-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS)		(475 877)	(734 402)
En MAD milliers		Exercice 2006	Exercice 2007
Terrains		239 667	595 377
Constructions		381 798	719 738
Agencements		235 465	243 971
Matériels et mobilier		114 621	275 778
Immobilisations en cours		338 927	241 309
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (VALEUR NETTE)		1 310 478	2 076 172

ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE		
En MAD milliers	Exercice 2006	Exercice 2007
Autres dettes long terme	259 151	1 298 955
Dettes financières court terme	120 088	28 222
Banques	189 540	246 591
DETTES FINANCIERES	568 779	1 573 768
Actifs disponibles à la vente ou détenus jusqu'à échéance et dépôts à terme	(468)	(40 405)
Disponibilités	(187 720)	(184 256)
DETTE NETTE	380 591	1 349 107

INVESTISSEMENTS SUR ACTIFS EXISTANTS

En MAD milliers	Exercice 2006	Exercice 2007
Haut et milieu de gamme	31 068	43 086
Economique	8 298	18 180
Support	363	-
TOTAL	39 728	61 265

INVESTISSEMENTS DE DEVELOPPEMENT

En MAD milliers	Exercice 2006	Exercice 2007
Haut et milieu de gamme	139 895	1 014 543
Economique	94 130	98 196
TOTAL	234 026	1 112 739

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation
Risma	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Moussafir	66,67%	66,67%	Intégration Globale
HCH	100,00%	66,67%	Intégration Globale
Moussaf	70,00%	46,67%	Intégration Globale
Chayla	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Marrakech Plaza	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Fastotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Accor Gestion Maroc	25,00%	25,00%	Mise en équivalence
Société d'Aménagement Essaouira Mogador	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
Narjis Investissement	35,00%	35,00%	Mise en équivalence
Société de Développement Hôtelier de Casablanca	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Bouznika Marina	50,00%	50,00%	Intégration Proportionnelle
Emirotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale

ERNST & YOUNG

37, boulevard Abdellatif Benkaddour
Casablanca
Maroc

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca
Maroc

RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de la société RISMA S.A. et de ses filiales au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le Bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, le tableau de flux de trésorerie consolidé, l'état de variation des capitaux propres, ainsi qu'un résumé des notes explicatives, relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états financiers consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société RISMA S.A. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit.

Ces comptes ont été préparés en appliquant pour la première fois le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 31 décembre 2007, tel qu'indiqué dans le résumé des notes explicatives. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2006 retraitées selon le même référentiel.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondage, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

A notre avis, les états financiers consolidés de Risma S.A. et de ses filiales arrêtés au 31 décembre 2007 donnent, dans tous les aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière consolidés de RISMA S.A. et de ses filiales au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Casablanca, le 24 mars 2008

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Ahmed BENABDELKHALEK
Associé